***CONSEIL MUNICIPAL DU 9 JUILLET 2018***

***PROCES VERBAL DE SEANCE***

Le **9 juillet 2018**, à 20 heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 3 juillet 2018, s’est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marielle MURET-BAUDOIN, Maire.

**Présents :**

Marielle MURET-BAUDOIN, Maire,

Louis HUBERT, Anne CARRÉE, Xavier SALIOT, Marie-Claude HELSENS, Patrick LE GUYADER, Karine PIQUET, Adjoints,

Sébastien COQUELIN, Cécile PLANCHAIS, Marcel RAPINEL, Gilles BRIZAY, Dany FRATTINI, Michel ROZE (après le point 2),

Joëlle DEBROISE, Emmanuel CASADO, Elodie ROUL (après le point 2), Dominique SÉVIN, Anne ROBLIN, Brice BELLONCLE, Stéphane LENFANT, André GUÉDÉ, Karen FEVRIER, Benoît FOUCHER, Frédérique SÈVES-QUERRÉ, Valérie LOUAZEL, Conseillers Municipaux.

**Procurations :**

David FROGER à Marcel RAPINEL

Emma LAMOUREUX à Xavier SALIOT

Stéphanie BOURDAIS-GRELIER à Karen FEVRIER

**Excusée :** Maud DESCHAMPS

**Secrétaire de séance**: Louis HUBERT,

**Assistant également à la séance** : Catherine DUBOST, directrice générale des services

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 11 JUIN 2018**

**Le Conseil Municipal,**

**A l’unanimité des membres présents lors de la séance,**

**- APPROUVE** le procès-verbal de la réunion du 11 juin 2018.

**ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE DU 9 JUILLET 2018**

**AFFAIRES GENERALES**

**Information sur les décisions du Maire par délégation du Conseil Municipal**

**CONSEIL MUNICIPAL**

1. **Création d’un 7ème poste d’adjoint au Maire**
2. **Election à la fonction de 7ème adjoint au Maire**
3. **Evolution du tableau du Conseil Municipal suite à modification du nombre d’adjoints**
4. **Indemnité de fonction des élus suite à modification du nombre d’adjoints**
5. **Désignation de délégués au sein de l’association ALLI’AGES suite à modification de statuts**

**INTERCOMMUNALITE**

1. **Validation du rapport de la CLECT suite à transfert de charges - compétence GEMAPI**

**URBANISME**

1. **Lancement d’études préalables à la création d’une ZAC multi-sites et constitution d’une équipe pluridisciplinaire**
2. **ZAC du Prieuré - Modalités de consultation du lot collectif social**
3. **Désaffectation et déclassement d’un délaissé de voirie sur le secteur Nominoë avant cession**

**COMMANDE PUBLIQUE**

1. **Attribution du marché d’étude de faisabilité de la STEP**
2. **Centre-ville secteur A. GEFFRAULT: Attribution des marchés de travaux complémentaires**
3. **Centre-ville secteur A. GEFFRAULT – Marché de maîtrise d’œuvre : avenant n° 6**
4. **ZAC du Prieuré – Marché de maîtrise d’œuvre pour la viabilisation de la 2ème tranche : avenant n° 2**
5. **Aménagement des combles de la mairie – Marché de travaux : avenants**

**FINANCES**

1. **Convention de financement par la Région pour aménagement d’accessibilité d’arrêts de car**

**PERSONNEL COMMUNAL**

1. **Réforme du régime indemnitaire RIFSEEP : application à de nouveaux cadres d’emploi**

**QUESTIONS DIVERSES**

**N° 2018.07.00 – Information sur décisions du Maire par délégation du Conseil Municipal**



**N° 2018.07.01 – CONSEIL MUNICIPAL : Création d’un 7ème poste d’adjoint au Maire**

Présentation : Marielle MURET-BAUDOIN

Par délibération du 28 avril 2014, le Conseil Municipal a fixé à 6 le nombre des adjoints se laissant la possibilité de faire évoluer ce nombre en cours de mandat.

Le Conseil Municipal peut effectivement librement décider de créer en cours de mandat un poste d’adjoint supplémentaire dans la limite du plafond légal, fixé à 30% de l’effectif légal du Conseil Municipal conformément à l’article L.2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales soit, dans la limite de 8 adjoints pour Noyal-sur-Vilaine.

Considérant le nombre de dossiers à traiter par la collectivité, il est proposé de créer un 7ème poste d’adjoint, invitant le Conseil Municipal à se prononcer.

Il est indiqué l’objectif de déléguer à cet(te) adjoint(e) les affaires relevant de l’urbanisme actuellement confiées pour partie à un conseiller municipal délégué et dont la charge est conséquente.

La délégation effective à l’adjoint(e) s’opère une fois l’élu(e) désigné par le Conseil Municipal et ce, par arrêté de Mme le Maire conformément aux dispositions de l’article L. 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

 *M. LENFANT, au nom de son groupe indique ne pas être défavorable à la création d’un 7ème poste d’adoint si cela permet une meilleure répartition au sein de l’équipe municipale. Il s’interroge cependant sur cette création à mi-mandat, de gros dossiers comme la révision du PLU étant déjà traités ou en période de finalisation.*

 *Mme LE MAIRE précise les nombreux projets à venir, dont ceux notamment inscrits à l’ordre du jour du Conseil, et qui demanderont également un investissement important. C’est dans ce sens qu’elle a souhaité renforcer l’équipe pour permettre un maximum d’implication et répartir au mieux les charges.*

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré, et à l’unanimité,**

**-APPROUVE** la création d’un 7ème poste d’adjoint au Maire**.**

**N° 2018.07.02 – CONSEIL MUNICIPAL : Election à la fonction de 7ème adjoint au Maire**

Présentation : Marielle MURET-BAUDOIN

Par délibération du 28 avril 2014, le Conseil Municipal a fixé à 6 le nombre des adjoints se laissant la possibilité de faire évoluer ce nombre en cours de mandat.

Suivant la décision préalable de création d’un poste d’un adjoint supplémentaire portant à 7 le nombre d’adjoints, le Conseil Municipal est invité à procéder à l’élection.

Les modalités d’élection des adjoints au Maire sont précisées à l’article L 2122-7 et suivants du CGCT :

* L’élection d’un(e) adjoint(e) se déroule au scrutin uninominal.
* L’adjoint(e) est élu(e) au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du Conseil Municipal.
* Si, après deux tours de scrutin, aucun des candidats n’a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l’élection a lieu à la majorité relative.
* En cas d’égalité de suffrages, le candidat(e) le(la) plus âgé(e) est déclaré(e) élu(e).

Suite à appel à candidatures, se portent candidats :

-M. Sébastien COQUELIN

-M. Stéphane LENFANT.

 *M. LENFANT rappelle la proposition de candidature de Mme Stéphanie BOURDAIS-GRELIER au poste d’adjoint à l’enfance jeunesse au début du mandat pour représenter au mieux la population noyalaise. Dans cette même optique, il pense que sa candidature entre dans une configuration idéale au regard des attentes des noyalais et de leur représentativité issue des élections de Mars 2014.*

 *M. COQUELIN, confirme sa canditure à ce poste d’ajoint à l’urbanisme du fait de son statut actuel de Conseiller délégué à l’urbanisme, des nombreux dossiers qu’il a traités depuis le début de ce mandat et de ceux à venir.*

**Il est procédé aux opérations de vote pour l’élection de l’adjoint(e) au scrutin secret.**

Mme le Maire, assistée de M. LE GUYADER et de Mme FEVRIER, assurent le dépouillement des votes.

Vu les résultats du premier tour de scrutin :

- Nombre de votants : 26

- Bulletins blancs ou nuls : 0

- Suffrages exprimés : 26

- Majorité absolue : 14

- Nombre de voix obtenues :

* M. Sébastien COQUELIN : 19
* M. Stéphane LENFANT: 7

M. Sébastien COQUELIN, ayant obtenu la majorité absolue, est proclamé en qualité d’adjoint et immédiatement installé dans ses fonctions d’adjoint au maire dans l’ordre du tableau :

M. Sébastien COQUELIN, 7ème adjoint.

 *Mme LE MAIRE  félicite M. COQUELIN pour cette élection mais surtout pour tout le travail mené depuis 4 ans, son implication et sa maîtrise notamment sur le dossier du PLU. Au nom de la commune, elle le remercie pour ce travail de grande qualité.*

***M. ROZE et Mme ROUL rejoignent l’assemblée.***

**N° 2018.07.03 – CONSEIL MUNICIPAL : Evolution du tableau du Conseil Municipal suite à modification du nombre d’adjoints**

Présentation : Marielle MURET-BAUDOIN

Suivant la décision préalable de création du poste d’un 7ème adjoint et après installation de l’élu(e) dans ces nouvelles fonctions, il conviendra d’ajuster en conséquence :

* le tableau des adjoints établi dans l’ordre de nomination :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1er adjoint | M. | HUBERT Louis |
| 2ème adjoint | Mme  | CARRÉE Anne |
| 3ème adjoint | M. | SALIOT Xavier |
| 4ème adjoint | M. | LE GUYADER Patrick |
| 5ème adjoint | Mme | PIQUET Karine |
| 6ème adjoint | Mme | HELSENS Marie-Claude |
| 7ème adjoint | M. | COQUELIN Sébastien |

* et le tableau officiel de composition du Conseil Municipal qui en découle.

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré, et à l’unanimité, DECIDE**

- **DE MODIFIER** le tableau du Conseil Municipal en conséquence ;

- **D’AUTORISER** Mme le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents liés à ce dossier.

**N° 2018.07.04 - CONSEIL MUNICIPAL : Indemnité de fonction des élus suite à modification du nombre d’adjoints**

Présentation : Marielle MURET-BAUDOIN

Par délibération du 14 avril 2014 et du 3 avril 2017, le Conseil Municipal a respectivement déterminé les modalités de calcul des indemnités des élus et délibéré afin de prendre en compte l’actualisation de l’indice brut terminal de la fonction publique territoriale, servant de base de calcul.

Lorsque qu’un Conseil Municipal décide de créer un poste supplémentaire d'adjoint, dans le respect des dispositions de l'article L. 2122-2, celui-ci doit autoriser le versement de l’indemnité de fonction correspondante, celle-ci ne pouvant être versée que si l'assemblée en a déterminé les bénéficiaires ainsi que le niveau.

Conformément à l'article L. 2123-20-1, issu de l'article 78-1 de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, prévoyant que " toute délibération du conseil municipal concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal ".

Suivant la décision du Conseil Municipal de porter le nombre d’adjoints à sept venant modifier l’enveloppe financière des indemnités, il est proposé de modifier le tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée délibérante, étant rappelé l’application de taux inférieurs aux taux prévus par la loi.

Suite à élection, le tableau récapitulant les indemnités allouées est modifié comme suit en séance :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Taux NSV** | **Avant élection 7ème adjoint** | **Après élection 7ème adjoint** |
|  | **Indemnités** **des élus NSV** | **Nombre de personnes concernées** | **Montant individuel** | **Montant** **total** | **Nombre de personnes concernées** | **Montant individuel** | **Montant** **total** |
| **Maire** | **54%**de l'indice brut de référence | 1 | 2 090,16 € | 2 090,16 € | 1 | 2 090,16 € | 2 090,16 € |
| **Adjoints** | **20,5%**de l'indice brut de référence | 6 | 793,49 € | 4 760,94 € | **7** | **793,49 €** | **5 554,43 €** |
| **Conseillers délégués** | **5%**de l'indice brut de référence | 2 | 193,53 € | 387,06 € | **1** | **193,53 €** | **193,53 €** |
| **Total** |  | 9 |  | 7 238,16 € | **9** |  | **7 838,12 €*****(+599,96 €)*** |

*M. LENFANT rapppelle qu’en début de mandat, son groupe avait soumis une proposition de rémunération à l’ensemble des membres du Conseil Municipal. Il pense qu’il pourrait être intéressant d’encourager la participation et marquer la reconnaissance de ce que chacun peut faire et apporter pour la commune. Il interroge Mme LE MAIRE sur la réflexion en ce sens menée à l’occasion de cette modification de tableau.*

 *Si elle reconnait tout à fait le travail de tout un chacun, Mme LE MAIRE précise que ce point n’a pas été étudié à cette occasion mais en soulève un autre sur le statut en général de l’élu et les interrogations actuelles sur l’engagement des élus à l’avenir. Le travail des adjoints est conséquent et les indemnités - il ne s’agit pas de rémunération - ne sont pas à la hauteur du travail fourni. Egalement, chaque élu devrait être symboliquement indemnisé pour son engagement et sa présence. Elle souhaite que les élus parlementaires aient une vraie réflexion sur le statut général des élus, la rémunération et la capacité à se dégager du temps entre les obligations professionnelles et familiales.*

 *Sur observation de Mme HELSENS, Mme LE MAIRE précise que les montants indiqués sont en euros bruts et rappelle également le caractère imposable de ces indemnités.*

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré, et par 21 voix pour et 7 abstentions du groupe d’opposition,**

- **APPROUVE** l’évolution de l’enveloppe financière allouée aux indemnités des élus reprécisée suivant décision de création d’un poste d’adjoint(e) supplémentaire et élection ;

- **INSCRIRE** au budget les crédits correspondants ;

- **AUTORISE** Mmele Maire, ou son représentant, à signer tous documents afférents au dossier.

**N° 2018.07.05 – CONSEIL MUNICIPAL : Désignation de délégués au sein de l’association ALLI’AGES suite à modification de statuts**

Présentation : Marielle MURET-BAUDOIN

L’association « **Alli’âges** », créée en 1994, est agréée et gestionnaire du Centre Local d’Information et de Coordination (CLIC) et reconnue antenne de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).

Elle a pour objectifs notamment :

- d’œuvrer en faveur des personnes âgées, des personnes en situation de handicap et de leur entourage afin d’informer et d’orienter vers les services adaptés ;

- de coordonner et de réaliser des actions de prévention en faveur de ce public en lien avec les professionnels et instances partenaires.

L’association a son siège au 2bis, mail de Bourgchevreuil à CESSON-SEVIGNE depuis le 1er décembre 2016. Ses actions couvrent les secteurs géographiques suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| **1-secteur géographique de la couronne rennaise Est** | Communes : Acigné, Brécé, Cesson-Sévigné, Chancé, Chantepie, Commune nouvelle de Châteaugiron, Domloup, Nouvoitou, **Noyal-sur-Vilaine**, Piré-sur-Seiche, Saint Armel, Servon-sur-Vilaine, Thorigné Fouillard, Vern-sur-Seiche |
| **2-secteur géographique de la couronne rennaise Sud** | Communes : Bourgbarré, Bruz, Chartres de Bretagne, Corps-Nuds, Laillé, Noyal Chatillon sur Seiche, Orgères, Pont Péan, Saint Erblon, Saint Jacques de la Lande |

Les collectivités locales étaient jusqu’à présent représentées dans cette instance de façon différenciée avec, selon les territoires, un représentant par commune ou par intercommunalité.

Concernant le Pays de Châteaugiron, la Communauté de communes siégeait jusqu’à présent au sein du Collège des représentants des collectivités territoriales.

Suite à modification récente des statuts de l’association en date du 29 mai 2018, il a été défini pour une représentativité plus équilibrée des territoires que chaque commune dispose maintenant d’un poste de titulaire au Conseil d’Administration et d’un membre suppléant, la Communauté de Communes ne disposant plus de siège.

**Il est proposé de désigner en ce sens un élu titulaire et un élu suppléant représentant la Commune de Noyal-sur-Vilaine.**

*Mme LE MAIRE propose de désigner Mme CARRÉE en tant que titulaire du fait de sa délégation à l’aide sociale et M. HUBERT en tant que suppléant.*

 *Sur cette désignation, M. LENFANT, au nom de Vivre Noyal, indique qu’il aurait aimé avoir une représentation partagée entre les deux groupes et propose la désignation d’un élu du groupe « Noyal en Action » en tant que titulaire et un élu de « Vivre Noyal » en tant que suppléant.*

 *Mme LE MAIRE, après en avoir échangé avec la personne concernée, répond favorablement à cette demande et invite M. LENFANT à proposer un membre de son groupe et informe de la candidature de Mme CARRÉE en tant que titulaire du fait de sa délégation à l’aide sociale. La candidature de M. HUBERT, présentée pour suppléer à Mme CARRÉE est retirée.*

Sont candidats :

- Anne CARRÉE (en tant que titulaire)

- Benoît FOUCHER (en tant que suppléant)

**Suivant vote à main levée,**

**Le Conseil Municipal, à l’unanimité DESIGNE :**

**Mme Anne CARRÉE, adjointe,** déléguée titulaire à l’association « Alli’âges »,

**M. Benoît FOUCHER, conseiller municipal,** délégué suppléant à l’association « Alli’âges »,

**N° 2018.07.06 - INTERCOMMUNALITE : Validation du rapport de la CLECT suite à transfert de charges - compétence GEMAPI**

Présentation : Marielle MURET-BAUDOIN

Suite à transfert de compétences, le Pays de Châteaugiron Communauté exerce depuis le 1er janvier 2018 la compétence GEMAPI (GEstion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations).

La compétence GEMAPI est décrite par référence à l’article L211-7 du Code de l’Environnement dressant la nomenclature des actions pouvant être menées sur l’eau et les milieux aquatiques. Sur les 12 items mentionnés dans cet article seuls 4, les 1, 2, 5 et 8 sont obligatoires, les 8 autres sont considérés comme étant facultatifs.

Le Pays de Châteaugiron Communauté est donc responsable des compétences suivantes :

* 1 : Aménagement d’un bassin ou d’une fraction de bassin hydrographique,
* 2 : Entretien et aménagement des cours d’eau, canaux, lacs et plans d’eau,
* 5 : Défense contre les inondations et contre la mer,
* 8 : Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques, des zones humides et des formations boisées.

Suite aux différentes réflexions menées sur le sujet, le Pays de Châteaugiron Communauté a également fait le choix de prendre les compétences facultatives suivantes, déjà exercées sur le territoire par les structures de bassins versants :

* 4 : Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l’érosion des sols,
* 6 : Lutte contre la pollution,
* 11 : Mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques,
* 12 : Animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Enfin, le Pays de Châteaugiron Communauté a choisi de transférer ses compétences aux structures compétentes présentes sur le territoire :

* Les compétences obligatoires 1, 2 et 8 relatives à la GEstion des Milieux Aquatiques (GEMA) aux Syndicats des Bassins versants déjà compétents sur le territoire, c’est-à-dire les bassins actuels de la Seiche et de la Vilaine Amont,
* La compétence 5 associée à la Prévention des Inondations (PI) à l’EPTB Vilaine (anciennement Institution d’Aménagement de la Vilaine),
* Les compétences facultatives 4, 6, 11 et 12 aux Syndicats des Bassins versants déjà compétents sur le territoire.

**Cette nouvelle prise de compétence entraîne le transfert de charges pour la Communauté de communes, nécessitant l’intervention de Commission Locale d’Evaluation des Charges Transférées (CLECT), composée par délibération du Conseil communautaire du 26 janvier 2017.**

La CLECT s’est réunie en séance le 28 mai 2018 pour fixer les conditions de transfert de la compétence GEMAPI (méthode d’évaluation des charges, principes en matière de fiscalité, impact sur les attributions de compensation des communes concernées). **Le rapport détaillant ces différents points est annexé à la présente délibération.**

Le coût annuel du transfert est déterminé sur la base des principes suivants :

* Application de la méthode légale de transfert, soit une diminution des attributions de compensation des communes sur la base du coût réel à l’année n-1,
* Prise en compte de la population communale et pourcentage de superficie couverte par chaque bassin sur la commune (prorata),
* Cotisation annuelle des communes pour l’année 2017 :
	+ Bassin versant de la Seiche : 1,17 € / hab. / an
	+ Bassin versant de la Vilaine Amont : 1.60 € / hab. / an.

La Commune de NOYAL-SUR-VILAINE a toujours cotisé à ce jour uniquement pour le bassin de la Vilaine Amont à hauteur de 1,60 € /habitant / an soit une participation de 5 678 € en 2017 (année n-1).

Seule cette contribution sera donc déduite de l’attribution de compensation comme suit :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Attribution de compensation 2018** | **Montant de la charge transférée** | **Nouvelle Attribution de compensation** | **Variation** |
| 1 027 435 € | 5 678 € | 1 021 757 € | -0,6% |

La CLECT a émis le 28 mai 2018 un avis favorable à l’unanimité sur le principe d’application de la méthode légale pour l’ensemble des communes.

Le Conseil Communautaire a délibéré en séance du 13 juin 2018 à l’unanimité pour valider le rapport de la CLECT sur la base des conditions générales présentées ci-dessus.

Sur notification du Pays de Châteaugiron Communauté, chaque commune est invitée à se prononcer sur les principes et conditions de transfert de la compétence GEMAPI approuvés préalablement en Conseil Communautaire.

 *M. GUEDE estime intéressant d’avoir les deux bassins versants gérés conjointement rappelant la difficulté rencontrée jusqu’à présent : une partie du bassin versant de la Seiche concernait Noyal, sans qu’il n’y ait d’intervention de leur part du fait de la non-adhésion de la Commune au syndicat.*

 *Mme le MAIRE confirme que la Commune de Noyal-sur-Vilaine n’adhérait pas au bassin de la Seiche car peu concernée. Elle précise que le travail de transfert effectué a permis par ailleurs de découvrir un troisième bassin, celui du Blosne. En effet, la Commune de Noyal-sur-Vilaine et principalement la Commune de Domloup sont présentes sur ce bassin, non rattaché à une structure administrative et devant faire l’objet également d’une régularisation.*

*Le tranfert de compétence ayant eu lieu au 31 décembre 2017, le Pays de Châteaugiron assumera donc la charge financière de cette future adhésion ainsi que toutes nouvelles charges à venir.*

*Mme LE MAIRE rappelle toutefois la possibilité pour toutes les intercommunalités, au regard de la loi, de créer une taxe GEMAPI afin de contribuer au financement des charges induites par ces compétences transférées. Il est cité le cas de Saint-Malo Agglomération, dont les risques d’inondations sont assez élevés, ayant fait le choix dès le départ de la mise en place de cette taxe.*

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré, et à l’unanimité,**

- **APPROUVE** les principes et conditions de transfert de la compétence GEMAPI dont l’évaluation du transfert de charges venant impacter l’attribution de compensation telle que présentée ci-avant et détaillée dans le rapport de la CLECT;

- **AUTORISE** Mmele Maire, ou son représentant, à signer tous documents afférents au dossier.

**N° 2018.07.07 – URBANISME: Lancement d’études préalables à la création d’une ZAC multi-sites et constitution d’une équipe pluridisciplinaire**

Présentation : Sébastien COQUELIN

Préambule : Révision du Plan Local de l’Urbanisme : Mme le Maire donnera une information succincte sur l’avis favorable rendu par le Commissaire enquêteur suite à enquête publique et les étapes à suivre avant approbation du PLU qui sera soumise à l’assemblée en séance du 17 septembre 2018.

Depuis l’approbation du premier Plan Local d’Urbanisme en 2008, la commune a procédé à l’ouverture à l’urbanisation de plusieurs zones à urbaniser répertoriées dans son document d’urbanisme. Ainsi, plusieurs opérations d’aménagement ont vu le jour lors de la dernière décennie :

* La ZAC du Champ Michel,
* la dernière tranche de la ZAC du Prieuré, en voie de finalisation
* la densification en agglomération par la réalisation d’habitats individuels dans des dents creuses en agglomération, et de collectifs (à proximité de la mairie sur propriété communale), avenue du Prieuré (sur propriété privée)….

Le PLU de la commune « arrêté » par décision du Conseil Municipal du 18 décembre 2017 :

-maintient le secteur de la Moinerie en zone à urbaniser (2AU). Une Orientation d’Aménagement et de Programmation (ou OAP) a été définie, permettant d’identifier les enjeux et les principes d’aménagement de ce secteur.

-définit également une OAP en centre-ville en secteur déjà urbanisé afin d’y permettre une mutation cohérente du bâti existant. Conformément au PADD, le Conseil Municipal a par ailleurs validé le 17 octobre 2016 le projet de renouvellement urbain sur le secteur Haigerloch en centre-ville par conventionnement avec l’EPFB.

Si le PLU définit des règles générales d’urbanisme et des zonages, il ne procède pas aux études techniques nécessaires avant tout engagement d’urbanisation. Aussi, afin de mettre ces projets d’urbanisation inscrits au PLU, et notamment les OAP, il convient de procéder à la réalisation d’études techniques.

Conformément aux orientations définies pour le budget 2018, il est proposé de conduire ces études sur les secteurs définis comme prioritaires de la Moinerie et du centre-ville.

Le périmètre concerné par ce projet d’études préalables est délivré en annexe.

Le projet d’aménagement sur ce secteur devrait se faire dans le cadre d’une ZAC (Zone d’Aménagement Concerté) qui apparait comme la forme la plus adaptée pour assurer une cohérence d’ensemble du projet, une maîtrise foncière, d’encadrer le programme d’équipements publics et contrôler le programme et le rythme de l’urbanisation.

L’intérêt d’engager une procédure unique par une ZAC multi-sites pour ces deux secteurs est de :

* Permettre une complémentarité dans la programmation des logements de la zone, afin d’assurer un parcours résidentiel diversifié à l’échelle de la commune.
* Rendre possible la mutation du centre-ville, particulièrement coûteuse, par la mutualisation des coûts d’aménagements dans le cadre d’un budget annexe unique
* Assurer une cohérence urbaine entre les secteurs d’aménagement de la commune par l’utilisation d’un outil (la ZAC) permettant de maitriser le rythme et les formes d’urbanisation.
* Mener une réflexion globale sur ces deux secteurs situés à équidistance du pôle d’échange multimodal de la gare.

En application de l’article L300-2 du code de l’urbanisme, les objectifs poursuivis dans le cadre de ce projet d’aménagement et les modalités de la concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées doivent désormais être définis.

**1-Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette opération d’aménagement sont les suivants :**

* Répondre aux objectifs du SCoT du Pays de Rennes, approuvé le 29 mai 2015, qui prévoit que toute urbanisation nouvelle devra tendre vers une densité minimale de 25 logements / ha ;
* Assurer le développement résidentiel de Noyal-sur-Vilaine en proposant une diversité de formes urbaines et une mixité sociale au sein de l’opération, conformément aux objectifs du Programme Local de l’Habitat du Pays de Châteaugiron Communauté ;
* Aménager des espaces de circulation adaptés à toutes les formes de mobilités : transport en commun, voiries automobiles, voies cyclables et piétonnes ;
* Assurer une bonne intégration paysagère du site par la mise en valeur des continuités écologiques et la préservation de l’environnement existant
* Assurer une bonne intégration des aménagements et constructions dans leur environnement respectifs (entrée d’agglomération au nord et secteur central ) ;
* Maîtriser l’urbanisation et la démographie de la commune pour les années à venir, avec une opération d’ensemble, dans le prolongement des orientations d’aménagement retenues dans le PLU « arrêté » ;
* Promouvoir un bâti de qualité à haute performance énergétique ;
* Adapter la réponse en équipements collectifs à l’évolution démographique de la commune ;
* Poursuivre le renouvellement de la ville sur elle-même pour limiter l’étalement urbain.

**2- Il est proposé de retenir les modalités de concertation suivantes :**

* Parution d’articles dans le magazine municipal  et sur le site internet de la Ville ;
* Mise à disposition du dossier d’étude et ouverture d’un registre en Mairie, à disposition des habitants aux horaires d’ouverture du secrétariat ;
* Organisation d’une réunion publique ;
* Permanences des élus ;
* Réunion(s) de la Commission « Urbanisme et développement économique ».

Préalablement à la création d’une ZAC, des études préalables doivent donc être engagées afin de définir les principales caractéristiques de l’opération d’aménagement, notamment son périmètre, programme des travaux et bilan de l’opération. Ces études permettront d’étudier la faisabilité technique, financière et juridique du projet pour aboutir au dossier de création de la ZAC.

Pour réaliser ces études, il est proposé de procéder au recrutement suite à consultation, sous forme d’allotissement d’une équipe pluridisciplinaire composée d’un urbaniste, d’un paysagiste, d’un économiste de l’aménagement, d’un bureau d’études environnement et d’un bureau d’études VRD spécialisé en aménagement.

 *M. LENFANT fait part de l’échange en commission « urbanisme » sur les périmètres d’étude. Si la cohérence est effective avec les différentes décisions prises, il précise que le périmètre d’étude défini sur une ZAC multi-sites ne peut pas être élargi par la suite. Pour pouvoir faire du renouvellement urbain, il faut être en capacité d’adjoindre des terrains qui peuvent être intéressants à terme. Ainsi M. LENFANT a pointé certains terrains pouvant entrer dans une mutation urbaine et estime le périmètre du centre-ville trop réduit, celui-ci pouvant s’étendre plus à l’Est du côté de la rue Pierre Marchand et plus au Sud, vers le secteur de la Poste face à la rue Pierre Bellamy pour avoir une cohérence d’ensemble.*

 *Sur le secteur de la Moinerie, M. LENFANT note l’indication de 25 logements à l’hectare. Au regard des possibilités de densification plus importantes aujourd’hui et en lien avec le débat sur le PLU, il estime à contrario le périmètre de la Moinerie trop grand.*

 *Si l’idée d’élargir le périmètre en centre-ville a effectivement été discutée en commission, M. COQUELIN souligne malgré tout la difficulté d’envisager un périmètre d’étude aussi large. Si cela peut paraître cohérent, il faut tout de même se limiter pour ne pas enclaver l’ensemble du centre-ville. Le périmètre d’étude est en cohérence avec le travail effectué avec l’EPFB dans le cadre de la convention, lesquels incitaient également à ne pas trop élargir pour permettre un projet économiquement viable. Il rappelle en ce sens la durée de la convention limitée à 10 ans et le budget estimé déjà conséquent. Une réflexion sera à mener à la fin de cette convention sur l’état de préemption des terrains concernés.*

 *M. LENFANT faisant abstraction des objectifs de densité et d’éléments inscrits au PLU, s’interroge cependant du point inscrit au projet de délibération sur la structuration de l’entrée de ville au Nord de la commune en venant de Liffré. Les OAP de la Moinerie montrant plutôt le souhait d’isoler ce secteur de la départementale avec la possibilité d’avoir un merlon anti-bruit du fait de l’augmentation de trafic à prévoir, son groupe ne voit pas comment cette opération peut contribuer à structurer l’entrée de ville. Il estime au contraire que cette urbanisation doit être la plus transparente possible, s’intègrer parfaitement au paysage et être à peine visible dans le respect de ce territoire.*

 *M. LENFANT ayant l’impression d’un projet de construction au bord de la Départementale, Mme LE MAIRE rappelle les obligations de recul par rapport à cette voie et le souhait identique au sien avec proposition d’une nouvelle formulation revue pour clarifier le propos. Sur la constitution d’une équipe pluridisciplinaire, M. LENFANT fait part de l’intérêt de son équipe à travailler sur le montage du cahier des charges ne souhaitant pas avoir uniquement à débattre sur un document déjà écrit.*

 *M. COQUELIN se dit plutôt favorable et ouvert à la proposition de travail de constitution du cahier des charges en commission mais alerte sur le problème de disponibilité des élus en journée, comme déjà constaté sur le dossier de la ZAC du Prieuré, lors de la phase d’audition des cabinets d’études candidats. Ce dossier montre la nécessité de créer une synergie transversale, dans la mesure où il faut rassembler des compétences fortes mais différentes au sein d’une même équipe.*

 *Evoquant les modalités de concertation, M. LENFANT, sans nier le bien fondé d’un registre, estime que s’agissant d’une transformation assez fondamentale sur le centre-ville, la notion d’ateliers d’urbanisme à l’issue de la réunion publique permettrait une concertation et une information plus régulières des riverains, le dossier en centre-ville étant sensible.*

 *Mme LE MAIRE précise que les missions indiquées relèvent de la base « légale » de la concertation. La collectivité peut aller plus loin ; c’est ce qu’elle a déjà fait pour le PLU et fera à nouveau sur ce dossier selon son évolution.*

 *M. LENFANT sollicitant un vote séparé sur certains points de la délibération, Mme le Maire propose deux votes permettant de séparer le choix de procédure des autres décisions liées à ce dossier.*

--------------------

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l’Urbanisme, notamment ses articles L102-13 concernant le sursis à statuer et L300-2 relatif à la concertation,

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 18 février 2008 et modifié les 8 juin 2011, 24 janvier 2011, 26 février 2014 et 30 janvier 2017,

Vu la délibération en date du 14 octobre 2013 portant révision du PLU,

Vu la délibération en date du 18 décembre 2017 arrêtant le projet de PLU,

Vu le périmètre d’étude annexé à la présente délibération,

**Et suivant l’avis favorable de la commission urbanisme réunie le 26 juin 2018 à 19 heures,**

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré, et à l’unanimité,**

- **RETIENT** la procédure de ZAC comme mode opératoire pressenti pour la réalisation de l’opération d’aménagement sur les secteurs de la Moinerie et du centre-ville ;

**Après en avoir délibéré, et par 21 voix pour et 7 contre (groupe d’opposition),**

-**APPROUVE** les objectifs tels que définis ;

-**APPROUVE** le périmètre d’études préalables tel que présenté ;

-**OUVRE** la concertation et d’en définir les modalités telles qu’établies ci-dessus ;

-**LANCE** une consultation pour procéder au recrutement d’une équipe pluridisciplinaire composée d’un urbaniste, d’un paysagiste, d’un économiste de l’aménagement, d’un bureau d’études environnement et d’un bureau d’études VRD spécialisé en aménagement ;

-**INSTITUE** un sursis à statuer au titre de l’article L102-13 du Code de l’urbanisme, à l’intérieur du périmètre arrêté ;

-**AUTORISE** Mmele Maire, ou son représentant, à signer tous documents afférents à ce dossier.

**N° 2018.07.08 – URBANISME : ZAC du Prieuré - Modalités de consultation du lot collectif social**

Présentation : Sébastien COQUELIN

Le programme global des constructions de la ZAC du Prieuré secteur Est prévoyait la construction d’environ 142 logements répartis de la manière suivante :

**64 logements individuels dont :**

- 41 lots individuels, libres de constructeurs et dont la commercialisation est achevée,

- 23 lots individuels groupés, non libres de constructeurs et dont la commercialisation est voie d’achèvement via les 3 promoteurs retenus.

**Environ 78 logements collectifs dont :**

-1 programme en accession à la propriété sur le lot C03, attribué à la société PIERRE PROMOTION constitué de 25 appartements et de 3 logements individuels (programme « Les Jardins d’Amantine ») ;

-1 programme en locatif social et résidence seniors sur le lot C01 et C02, objet de cette séance.

En commission  Urbanisme  réunie le 26 juin 2018 à 19 heures, il a été débattu et arrêté les attentes concernant le projet immobilier comme suit :

Le projet devra respecter les dispositions du Plan Local de l’Urbanisme (PLU) et du Cahier de Recommandations Architecturales, Paysagères et Environnementale (CRAPE) de la ZAC du Prieuré étant précisé que le Plan Local de l’Urbanisme de la Commune est actuellement en cours de révision et n’occasionne pas de changement règlementaire sur ce secteur.

 ***Le programme de logements/ stationnement***

Le lot C01-C02 implanté sur la partie basse de la ZAC, directement accessible depuis la voie principale, la rue George Sand, sera composé de deux éléments construits distincts :

- Le premier, à l’Ouest, au plus proche du centre-ville, sera un bâtiment à vocation sociale dédié aux Seniors

(R+1 à R+3)

- Le second à vocation sociale (logement locatif social ou en accession aidée à la propriété) à l’Est (R+1 à R+3).

Chaque immeuble permettra de livrer environ 26 nouveaux logements en habitat collectif.

Les places de stationnement sont prévues sur l’ilôt pour partie en plein air et en sous-sol.

***La vocation sociale des logements***

Le Programme Local de l’Habitat (PLH) du Pays de Châteaugiron pour la période 2017-2022 a identifié l’accession à la propriété des ménages modestes comme un enjeu du territoire.

Le PLH prévoit sur les communes de Châteaugiron, Domloup, Noyal-sur-Vilaine et Servon-sur-Vilaine, la production de logements aidés répartie de la façon suivante : 50% d’accession sociale à la propriété (PSLA – logement intermédiaire pour accession à la propriété), 33% de PLUS (Prêt locatif à usage social), 17% de PLAI (Prêt locatif aidé d’insertion pour très faibles revenus).

Il s’agit d’orientations globales pour les communes sur la période 2017-2022 sans constituer un cadre fixe pour l’opération précise dont il est question au sein de la ZAC du Prieuré.

Une attention particulière devra être portée à la taille des logements. Les bâtiments devront intégrer des logements de tailles diverses pour mélanger les typologies de ménages (de la personne seule aux familles avec enfants) étant recensé une forte demande de logement T3/T4 dans le parc social sur la commune.

Le programme de logements Seniors dont les logements doivent être adaptés au public doit prévoir un espace de convivialité de taille mesurée dans ou à proximité du hall d’entrée d’au minimum 30 m² en vue d’offrir aux résidents un espace partagé informel et de permettre l’organisation ponctuelle d’activités socio-culturelles associatives ou communales de proximité.

***Le programme environnemental***

Sur le lot C01-C02, il est proposé de tendre vers une labélisation « logement biosourcé » dont le chanvre valorisé sur le territoire du Pays de Châteaugiron.

Suite à rencontre avec l’association ABIBOIS, organisation interprofessionnelle dont l’objectif est le développement et la promotion de la filière forêt bois en Bretagne, il a semblé intéressant de pouvoir s’appuyer sur une démarche animée actuellement par l’association sur le territoire de Rennes Métropole mobilisant les communes en ce sens dans le cadre d’un Appel à Manifestation d’Intérêt.

Le principe est le suivant :

-Inclure un volume total minimum de bois et autres matériaux biosourcés dans les constructions :



 *M. FOUCHER ayant du mal à se représenter le volume de bois concerné sollicite des précisions.*

 *Mme DUBOST, sur invitation de Mme le Maire fait état d’un tableau détaillé déterminant matériau par matériau selon ce que l’on traite en bois ou pas le nombre de kilos par m² de surface de plancher intégré dans le projet. Il permet ainsi aux concepteurs et aux entreprises travaillant sur ce type de projet de déterminer les quantités.*

*Par exemple, avec un objectif minimal de 36 kg/m² hormis la structure noyau, si il y a une cage d’ascenseur en béton et éventuellement les planchers, pratiquement tout le reste de la structure est en bois.*

 *M. COQUELIN précise, pour donner une cohérence de volume, que sur des structures à R+2 ou R+3+attique on peut imaginer un sous-sol et un rez-de-chaussée en béton et les autres niveaux en bois.*

 *Mme DUBOST souligne que les matériaux biosourcés tiennent compte du bâtiment mais aussi de l’aménagement des abords.*

- intégrer des spécifications techniques dans les pièces écrites permettant d’atteindre ces objectifs ;

- viser une consommation énergétique se rapprochant des objectifs du bâtiment passif.

L’enjeu principal est d’exiger des études techniques plus approfondies ainsi qu’une coordination des intervenants (architecte, bureaux d’études techniques et entreprises compétentes) tout au long des différentes phases du projet.

Ainsi, il sera requis auprès du bailleur social une démarche de **conception-réalisation.**

Ce type de marché permet de confier à un groupement d'opérateurs économiques une mission portant à la fois sur l'établissement des études (conception) et l'exécution des travaux (réalisation). Celui-ci est possible si des motifs d'ordre technique ou un engagement contractuel sur un niveau d'amélioration de l'efficacité énergétique rendent nécessaire l'association de l'entrepreneur aux études de l'ouvrage.

Il est proposé sur cette base de lancer un appel à candidature auprès des bailleurs sociaux pour lesquels il sera requis une présentation des motivations, références et d’une offre financière pour l’achat du terrain.

Le bailleur retenu aura la charge d’engager ensuite une consultation restreinte de mission de conception-réalisation afin de retenir, en lien avec la collectivité, une équipe et un projet sur la base d’une esquisse pour la réalisation de ce programme de logements.

 *M. GUEDE souhaite que le projet de salle de convivialité, point central du projet, soit mieux mis en avant. Il estime que cette salle ne doit pas être indiquée comme un simple espace de rencontre mais comme un lieu où les personnes peuvent se retrouver en différents ilôts pour y pratiquer des activités différentes nécessitant une surface plus importante que celle prévue.*

 *Mme LE MAIRE fait part des expériences connues sur ce genre de salles dites communes. Leur taille est variable et les retours assez mitigés. Elles nécessitent la mise en place de cahiers de cohabitation que tout à chacun s’engage à respecter. Si ce lieu de convivialité est effectivement important, il ne doit pas être surdimensionné et ne pas proposer trop d’activités et/ou fonctions. Elle alerte sur la gestion de cet espace par les habitants et les charges qu’ils auront à supporter suivant les animations proposées. Elle rappelle en ce sens qu’il s’agit de logements sociaux dont les charges doivent être maîtrisées.*

 *M. BELLONCLE, rappelle le futur projet de salle sur le site de la Parenthèse qui se situera à proximité de cette résidence. Celle-ci permettra d’y prévoir des interventions plus conséquentes si nécessaire.*

 *Mme LE MAIRE confirme ce point évoqué dans le projet de la Parenthèse qui permettra aussi d’autres rencontres. La convivialité se fait à divers niveaux. Ces futurs habitants auront un espace de convivialité dans la résidence, mais auront tout loisir de participer à des activités extérieures telles que proposées notamment par l’association du Clos Paisible.*

 *M. FOUCHER se dit satisfait de ce programme en logements sociaux car le précédent, sur le secteur Audrain, remontant à 2015/2016. Ce programme va en outre permettre à la commune de remplir globalement ses objectifs inscrits au PLH de 15 à 20 % de logements sociaux (7 logements par an en locatif et 7 en accession à la propriété). Sur ce projet, il souhaite connaitre la répartition en P.L.U.S, P.S.L.A et P.L.A.I. sur les deux bâtiments. M. FOUCHER rappelle la position de son groupe sur cet objectif de logements sociaux qu’il estime toujours insuffisant du fait de la proximité avec l’agglomération rennaise et du besoin fort en logements aidés. Il déplore en ce sens le choix de la Communauté de communes de prévilégier l’accession à la propriété.*

 *Mme LE MAIRE estime déjà intéressant de remplir les objectifs et de peut-être s’ouvrir la possibilié d’aller au-delà. Le parc de logements sociaux du Pays de Châteaugron se développe et le travail se poursuit en ce sens.*

*Cette opération reste conséquente puisqu’elle va permettre la construction de 52 logements dont en P.L.U.S et P.L.A.I. Elle précise cependant l’intervention des bailleurs sociaux dans le choix des types de logements avec la possibilité également d’avoir de l’accession sociale, dispositif permettant à certains de devenir propriétaires, de sécuriser son logement en vieillissant et de disposer d’un capital.*

 *Mme CARREE précise la difficulté à trouver des personnes dont les revenus entrent dans le cadre du P.L.A.I. Elle fait remarquer également l’important « turn over » sur les T2 et la nécessité de tendre plus vers du T3/T4 pour répondre à l’augmentation du nombre de familles monoparentales. Elle fait remarquer également, l’exigence croissante des locataires, un logement pouvant générer 6 à 7 visites avant d’être attribué.*

 *Mme LE MAIRE confirme en ce sens le travail à réaliser avec les bailleurs sociaux pour répondre aux demandes et continuer à améliorer le parc de logement social, tant en qualité qu’en quantité.*

 *M. FOUCHER, craint, le bailleur social étant le décideur, que celui-ci décide de ne pas faire de P.S.L.A et ne pas respecter les objectifs du PLH. Selon lui, l’accession à la propriété ne peut pas être considérée en tant que logement social et rappelle en ce sens, l’avis de la Chambre Régionale de l’Hébergement et de l’Habitat. Les statistiques de l’INSEE sur les logements locatifs HLM, comptabilisent les P.S.L.A. dans le parc social mais uniquement pour 5 ans.*

 *Mme LE MAIRE précise que l’orientation n’est pas de réaliser exclusivement du P.S.L.A mais trouve intéressant d’en intégrer pour favoriser l’accession à la propriété de certaines personnes. Elle pense que le projet portera principalement sur du P.L.U.S correspondant aux besoins de la Commune mais souhaite travailler avec les bailleurs sociaux pour intégrer si possible du PLAI, le but étant de mixer.*

 *Sur la résidence SENIORS, Mme FEVRIER précise que certaines résidences proposent une chambre mise à disposition des familles en visite et demande si cela a été envisagé au projet.*

 *Mme LE MAIRE, confirmant l’évocation de ce sujet en commission Urbanisme, indique que le recul sur les réalisations existantes, permet de se rendre compte d’une très faible utilisation de ce type de chambre ou autre local partagé. Suivant les résidences visitées les propositions sont différentes, certaines disposent de buanderies collectives, des salles de gymnastique,… lesquelles ne sont finalement pas utilisées. Tous ces services sont des charges en plus pour les occupants ; les chambres supplémentaires sont souvent maintenues dans des résidences privées. Mme LE MAIRE redit l’importance de prendre en compte ces charges dans le projet pour pouvoir accueillir toutes les personnes intéressées, certaines pouvant disposer de revenus faibles. L’envie et la réalité financière ajoutent à la complexité du projet.*

 *M. COQUELIN confirme la réduction progressive des espaces depuis le modèle de 2012/2013. Le concept comprenant la buanderie, la salle de gymnastique ou autre a été complètement abandonné, les bâtiments et espaces créés sont quasiment inoccupés, vides à 90 %. Les surfaces développées ont fait beaucoup trop augmenté les charges de ces bâtiments.*

 *M. LENFANT, s’il confirme le lien possible avec la future salle de la Parenthèse pour des activités plus conséquentes, estime tout de même la salle de convivialité trop petite, cette surface de 20/30 m² correspondant peu ou prou à une grande chambre avec dressing. Il fait par aux élus de l’exemple de Laillé qui lui semble intéressant avec ses différentes salles destinées aux occupations communes.*

 *Le dossier étant à l’étude, M. COQUELIN est ouvert à la discussion pour travailler le projet avant le lancement de la consultation. Il souhaite cependant que ce programme ne soit pas trop restrictif pour intéresser les candidats, le besoin en logements sociaux étant réel sur la commune.*

 *Mme SEVES-QUERRE, demandant si la salle de convivialité pour l’immeuble SENIORS est le seul élément marquant la différence avec un immeuble classique, Mme le MAIRE indique des particularités sur les aménagements intérieurs des appartements : accès facilités , équipements spécifiques de sécurité que l’on ne trouve pas forcément dans un logement social habituel ouvert à une famille par exemple.*

 *Suivant les différentes observations faites et l’intervention de Mme ROBLIN estimant ne pas avoir été choquée par la surface de la salle de convivialité mais étant favorable à un espace plus grand, M. COQUELIN propose au Conseil Municipal de modifier le projet en indiquant plutôt un minimum de 30 m².*

 *Mme DEBROISE fait part de l’importance d’avoir à proximité de cette résidence un espace de convivialité extérieur avec des bancs.*

 *Mme LE MAIRE confirme et rappelle que ce travail doit être fait dans l’aménagement de la rue Alexis Geffrault avec la placette ombragée envisagée juste à l’entrée de la future salle. Elle informe aussi de la réflexion menée par le Conseil des Sages pour installer des bancs de manière assez régulière en agglomération pour que les gens puissent se retrouver ou se reposer.*

 *M. COQUELIN rappelle que le lot 1 (projet développé par la société PIERRE PROMOTION) comprend des jardins partagés et des aménagements avec des bancs, l’objectif est d’être dans la continuité pour avoir un espace agréable.*

 *Mme le MAIRE, sur intervention de M. BRIZAY, souhaitant que le chanvre, matériau lié à Noyal, soit plus mis en avant, confirme que cela est bien une volonté de retrouver ce matériau, qui sera appuyée dans le cahier des charges.*

**Suivant avis favorable unanime de la commission Urbanisme réunie le 26 juin 2018 à 19 heures,**

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré, et à l’unanimité,**

-**VALIDE** le lancement de la consultation des bailleurs sociaux dans les conditions énoncées ci-dessous ;

-**AUTORISE** Mme le Maire, ou son représentant, à exécuter cette décision et à signer tout document afférent à ce dossier.

**N° 2018.07.09 – URBANISME : Désaffectation et déclassement d’un délaissé de voirie sur le secteur Nominoë avant cession**

Présentation : Sébastien COQUELIN

Par délibération du 22 mai dernier, le Conseil Municipal a approuvé la vente au Pays de Châteaugiron Communauté de l’emprise du terrain nécessaire à la réalisation de l’équipement multisport intercommunal sur le site de l’espace Nominoë. Il s’agissait pour rappel d’une parcelle de 8.448 m² cédée au prix de 25 €/m².

Il s’avère qu’une emprise complémentaire d’environ 88 m² doit être cédée par la Commune au Pays de Châteaugiron Communauté pour permettre l’aménagement des abords de l’équipement.

Cette parcelle, relevant du domaine public communal, doit être préalablement désaffectée et déclassée pour être intégrée au domaine privé communal avant cession.

L’emprise constituée d’une haie n’impacte ni les cheminements piétonniers existants, ni la fonction de circulation et constitue de fait, un délaissé de voirie.

Considérant que cette emprise n’est pas affectée à la circulation générale, et en l’absence de riverains au droit de la propriété, il peut être procédé à son déclassement sans qu’une enquête publique soit effectuée, conformément aux dispositions de l’article L 141-3 du code de la voirie routière.

Le Conseil Municipal sera amené à statuer lors de sa prochaine séance sur la vente du terrain en tant que telle dans les mêmes conditions que l’emprise principale initiale soit 25 € le m².

**Suivant l’avis favorable unanime de la commission urbanisme réunie le 26 juin 2018 à 19 heures,**

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré, et à l’unanimité,**

**- CONSTATE** la désaffectation de l’emprise présentée ci-avant en nature de délaissé de voirie ;

**- CONSTATE** le déclassement du domaine public de ladite emprise pour qu’elle relève du domaine privé communal, conformément aux dispositions de l’article L141-3 du code de la voirie routière;

**- AUTORISE** le Maire, ou son représentant, à signer tous documents afférents à ce dossier.

**N° 2018.07.10 – COMMANDE PUBLIQUE – Attribution du marché d’étude de faisabilité de la STEP**

Présentation : Patrick LE GUYADER

Par décision du 22 mai 2018, le Conseil Municipal a validé le cahier des charges de l’étude de faisabilité de l’extension de la STation d’EPuration des eaux usées (STEP) communale et approuvé le lancement de la consultation auprès de prestataires.

Pour mémoire, l’étude requise comporte les trois volets suivants :

* Volet A : Etude d’acceptabilité et vérification de la filière de traitement envisagée pour le développement de la station d’épuration
* Volet B : Avant-projet détaillé
* Volet C : Dossier réglementaire - dossier loi sur l’eau

La consultation a été engagée par procédure adaptée, avec date d'envoi de l’avis à la publication le mercredi 6 juin 2018 et date limite de réception des offres fixée au mercredi 27 juin 2018 à 12 heures.

5 offres ont été déposées.

**Suivant l’avis favorable unanime de la commission de marchés réunie le lundi 9 juillet 2018 à 18h45,**

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré, et à l’unanimité,**

- **APPROUVE** l’attribution du marché d’étude précité au bureau NTE (la Chapelle des Fougeretz) pour un montant de **37.020,00 € HT** ;

- **MANDATE** Mme le Maire, ou son représentant, à signer tous documents afférents à ce dossier.

**N° 2018.07.11 – COMMANDE PUBLIQUE – Centre-ville secteur A. GEFFRAULT: Attribution des marchés de travaux complémentaires**

Présentation : Patrick LE GUYADER

Par décision du 26 mars 2018, le Conseil Municipal a approuvéle projet technique et financier de la 3ème tranche d’aménagement du centre-ville (secteur Geffrault) sous la maîtrise d’œuvre de l’Atelier du lieu de Nantes et décidé du lancement de la consultation des entreprises en plusieurs étapes.

Suite à une première consultation, et suivant l’avis de la commission de marché réunie préalablement, le Conseil Municipal a décidé le 11 juin 2018 :

-d’attribuer les lots suivants :

.lot 2 - Assainissement à l’entreprise SOTRAV (Fougères) pour un montant de 187 084,00 € HT

.lot 5 - Mobilier serrurerie-métallerie/bois au groupement ECMB – ID VERDE (Saint-Malo)

 pour un montant de 106 094,32 € HT (prestations supplémentaires comprises)

-de négocier, conformément au règlement consultation, avec les deux entreprises ayant remis une offre sur le :

.lot 4 - Aménagements paysagers

-de lancer une nouvelle consultation pour les lots suivants, déclarés infructueux :

.lot 1 - Terrassements, voirie, maçonnerie, mobilier et démolition

.lot 3 - Réseaux génie-civil fibre optique, éclairage, sonorisation et illuminations

Il a donc été procédé à la négociation et à la relance d’une nouvelle consultation des entreprises pour les lots concernés.

La consultation a été engagée par procédure adaptée, avec date d'envoi de l’avis à la publication le 12 juin 2018 et date limite de réception des offres fixée au mercredi 27 juin 2018 à 12 heures.

*Sur demande de M. BELLONCLE, M. LE GUYADER précise que l’option de 4.500 € HT concerne une armoire d’éclairage qui sera à déplacer dans 2 ou 3 ans. La commission a jugé important de la prévoir pour éviter des tranchées et d’abimer l’enrobé récent*

 *Mme LE MAIRE rappelle que ces deux lots étaient très supérieurs aux estimations lors de la 1ère consultation. Le fait d’avoir relancé ce marché permet de disposer de prix plus raisonnables, plus proches des estimations.*

 *M. LENFANT indique que les élus du groupe Vivre Noyal, souhaitant être cohérents dans leurs positionnements par rapport à ce dossier, s’abstiendront sur cette délibération et celles à venir concernant l’aménagement de la rue Alexis Geffrault.*

**Suivant l’avis favorable de la commission de marchés réunie le lundi 9 juillet 2018 à 18h45,**

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré, et par 21 voix pour et 7 absentions du groupe d’opposition,**

- **APPROUVE** l’attribution des marchés de travaux pour des lots 1 et 3 :

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lot** | **Désignation** | **Entreprise** | **Tr. Ferme** | **Tr. Opt. 1** | **Tr. Opt. 2** | **Option** | **Total € HT** |
| Lot 1 | Terrassements, voirie,…. | COLAS (Domloup) | 340.717,50 | 398.491,00 | 13.000 |  | **752.208,50** |
| Lot 3 | Rsx GC, fibre, éclairage,… | ERS (St-Grégoire) | 105.787,00 | 106.070,00 |  | 4.500,00 | **216.357,00** |

- **DECIDE** de reporter l’attribution du lot n° 4 lors d’une prochaine séance du Conseil Municipal les éléments présentés en commission ayant été jugés insuffisants ;

- **MANDATE** Mme le Maire, ou son représentant, à signer tous documents afférents à ce dossier.

**N° 2018.07.12 – COMMANDE PUBLIQUE – Centre-ville secteur A. GEFFRAULT – Marché de maîtrise d’œuvre : avenant n° 6**

Présentation : Patrick LE GUYADER

Dans le cadre de la troisième phase d’aménagement du centre-ville sur le secteur A. Geffrault sous la maîtrise d’œuvre de l’Atelier Du Lieu (mandataire), il est présenté l’avenant n°6 composé des deux points suivants :

1. Conformément à l’article 3.4 du CCAP relatif à la mise au point du forfait définitif de rémunération suite à la validation du coût prévisionnel des travaux résultant de l’AVP, il est proposé d’ajuster les honoraires du groupement de maîtrise d’œuvre.

Le coût prévisionnel des travaux validé lors de la séance du conseil municipal du 26 mars 2018 est de 1.164.945,30 € HT. L’estimation prévisionnelle du coût des travaux avant extension du secteur d’intervention était de 787.500,00 € HT.

La rémunération du groupement sur les missions PRO, ACT, VISA, DET et AOR passe donc de 41.621,35 € HT à 61.570,28 € HT, soit une augmentation de **19.948,93 €** répartie de la façon suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  **ATELIER DU LIEU**Architecte urbaniste (mandataire) | **AGENCE 7 LIEUX**Paysagiste | **QUARTA**Bureau d’études VRD | **MH LIGHTING**Ingenierie éclairage |
| 7.448,83 | 3.864,18 | 7.671,72 | 964,20 |
| **19.948,93 € HT** |

1. Des études complémentaires ont été par ailleurs demandées par la maîtrise d’ouvrage nécessitant un réajustement des honoraires sur cette 3ème tranche d’aménagement du centre-ville.

Prestations complémentaires sur demande de la collectivité :

-Phasage des travaux en une tranche ferme et deux tranches conditionnelles.

Réalisation d’une déclaration préalable pour l’aménagement du secteur situé aux abords de monument historique.

-Permis de démolir et déclaration préalable pour propriété privée.

-Permis de démolir pour maison.

-Aide à la rédaction d’une note à intégrer au cahier de charges architectural et urbain pour le projet immobilier aux abords de la place Geffrault (site de la Parenthèse)

Répartition des honoraires complémentaires :

|  |  |
| --- | --- |
| **ATELIER DU LIEU -** Architecte urbaniste (mandataire) | **QUARTA -** Bureau d’études VRD |
| 9.264,89 | 7.935,72 |
| **17.200,61 € HT** |

**Suivant l’avis favorable de la commission de marchés réunie le lundi 9 juillet 2018 à 18h45,**

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré, et par 21 voix pour et 7 abstentions du groupe d’opposition,**

- **APPROUVE** l’avenant n° 6 au marché de maîtrise d’œuvre précité;

- **MANDATE** Mme le Maire, ou son représentant, à signer tous documents afférents à ce dossier.

**N° 2018.07.13 – COMMANDE PUBLIQUE – ZAC du Prieuré – Marché de maîtrise d’œuvre pour la viabilisation de la 2ème tranche : avenant n° 2**

Dans le cadre de la viabilisation de la seconde tranche de la ZAC du Prieuré sous la maîtrise d’œuvre du groupement Univers (Mandataire), Atec Ouest et MH Lighting (Cotraitants), il est présenté l’avenant n° 2 suivant :

|  |
| --- |
| **Marché de maîtrise d’œuvre – Groupement Univers / Atec Ouest / MH Lighting : Avenant n°2** |
| **Montant du marché initial (HT)** | **93.300,00** |
| **Montant du marché comprenant avenant 1 (HT)** | **115.874,41** |
| **Avenant n° 2 :** **Prestations supplémentaires :**- Révision du CRAPE collectif suite à modification du programme sur l’ilot C01-C02.- Régularisation du forfait de rémunération lié au nombre de Visas de Permis de Construire effectués sur les lots individuels.- Régularisation du forfait de rémunération lié au nombre de Visas de PC effectués sur les lots groupés.- Régularisation du forfait de rémunération lié au nombre de Visas de PC effectués sur les lots collectifs.**Introduction d’un nouveau prix unitaire :**Au regard du nombre de PC modificatifs instruits, il est proposé de rémunérer l’avis délivré par le maître d’œuvre par PC modificatif. | **+ 4.750,00***(+5,09 %)**+ 1.525,00**- 1.050,00**+ 2.775,00**+ 1.500,00***100 € HT / PC** |
| **Montant marché après avenants (HT)** | **120.624,41**(+ 29,29 %) |

**Suivant l’avis favorable unanime de la commission de marchés réunie le lundi 9 juillet 2018 à 18h45,**

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré, et à l’unanimité,**

- **APPROUVE** l’avenant n° 2 au marché de maîtrise d’œuvre précité;

- **MANDATE** Mme le Maire, ou son représentant, à signer tous documents afférents à ce dossier.

**N° 2018.07.14 – COMMANDE PUBLIQUE – Aménagement des combles de la mairie – Marché de travaux : avenants**

Dans le cadre des travaux d’aménagement des combles de la mairie sous la maîtrise d’œuvre du cabinet DELOURMEL, deux avenants aux travaux vous sont présentés :

|  |
| --- |
| **Lot n° 7 – Plomberie, sanitaires, chauffage, ventilation – Entreprise AIRV : Avenant n° 1** |
| **Montant du marché initial (HT)** | **17.073,62** |
| **Avenant n° 1 :** **Travaux modificatifs :**- Plus-value pour évacuation des Eaux Usées via un dévoiement vers les sanitaires de l’étage inférieur (compris dépose et repose des plaques de faux plafond sanitaires R+1 ; carottages du plancher jusqu’aux sanitaires R+1 ; tube PVC ; reprise et raccordement des nouveaux réseaux d’évacuation EU) – (devis 18.06.06 FA 1591)- Raccordement et évacuation EU de l’évier de la tisanerie vers les sanitaires R+1 (compris reprise et raccordement des nouveaux réseaux d’évacuation EU en faux plafond ; tube PVC ; carottage du plancher) – (devis 18.06.16 FA 1601). | **+ 2.384,89***+ 1.375,62**(+ 8,06 %)**+ 1.009,27**(+ 5.91 %)* |
| **Montant marché après avenant (HT)** | **19.458,51**(+ 13,97 %) |

|  |
| --- |
| **Lot n° 8 – Chapes, carrelages, faïences, sols souples – Entreprise LAIZÉ : Avenant n°1** |
| **Montant du marché initial (HT)** | **15.659,14** |
| **Avenant n° 1 :** **Travaux modificatifs :**- Plus-value pour épaisseur de chape supplémentaire dans les bureaux (+ 485,00 € HT – devis D1803194) et dans les sanitaires (+ 205,36 € HT – devis 1806329).- Plus-value pour mise en place d’un revêtement de sol linoléum ACOUSTICPLUS en remplacement du LINOSOM (devis 1806330). | **+ 2.229,24***+ 690,36**(+ 4.41 %)**+ 1.538,88**(+ 9.83 %)* |
| **Montant marché après avenant (HT)** | **17.888,38**(+ 14,24 %) |

**Suivant l’avis favorable de la commission de marchés réunie le lundi 9 juillet 2018 à 18h45,**

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré, et par 21 voix pour et 7 abstentions du groupe d’opposition,**

- **APPROUVE** les avenants aux marchés de travaux précités;

- **MANDATE** Mme le Maire, ou son représentant, à signer tous documents afférents à ce dossier.

**N° 2018.07.15 – FINANCES – Convention de financement par la Région pour aménagement d’accessibilité d’arrêts de car**

Présentation : Louis HUBERT

Conformément aux inscriptions budgétaires 2018, la Commune de Noyal-sur-Vilaine va engager prochainement des aménagements de mise en accessibilité de quatre arrêts de car sur les sites suivants :

-« GARE » sens vers Rennes / « GARE » sens vers Servon-sur-Vilaine,

-« MABILAIS » sens vers Rennes / « MABILAIS » sens vers Servon-sur-Vilaine.

La Commune a sollicité le Conseil Régional de Bretagne pour bénéficier d’un co-financement dans la mesure où ces arrêts sont déclarés prioritaires dans le Schéma Directeur d’Accessibilité de la Région Bretagne.

Ils sont desservis par la ligne régulière 14 « Servon-sur-Vilaine/Rennes » du réseau BreizhGo (ex illenoo) et par un circuit scolaire à destination de Châteaugiron.

Les travaux consistent en la sécurisation et la mise en accessibilité des espaces : circulation et arrêt des cars, zone d’attente, d’embarquement et débarquement des usagers, circulations piétonnes périphériques à l’arrêt.

Ce projet a été étudié en concertation avec l’Antenne de Rennes de la Direction des transports et des mobilités de la Région, afin de satisfaire aux critères de sécurité et d’accessibilité aux personnes handicapées et à mobilité réduite.

Le montant prévisionnel des opérations de mise en accessibilité pour les arrêts est de **9.282,00 € HT.**

La subvention de la Région est fixée à 70 % du montant HT de cette opération, soit **6.497,40 €** sur la base de ce montant estimatif. Il convient de formaliser la convention de financement sur cette base.

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré, et à l’unanimité,**

- **MANDATE** Mme le Maire, ou son représentant, à signer la convention de financement auprès de la Région Bretagne dans les conditions présentées ci-avant ainsi que tous documents afférents à ce dossier.

**N° 2018.07.16 – PERSONNEL  - Réforme du régime indemnitaire RIFSEEP : application à de nouveaux cadres d’emploi.**

Présentation : Karine PIQUET

Par délibération du 12 décembre 2016, le Conseil Communal a délibéré favorablement et à l’unanimité concernant la création et les modalités d’application du nouveau Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l’Expertise et de l’Engagement Professionnel (RIFSEEP). Il induit : la **simplification** des régimes indemnitaires et la précision des modalités d’attribution par groupe de fonction, l’introduction d’une **part variable** dans le régime indemnitaire évaluant l’engagement professionnel.

Ce régime a vocation à concerner tout agent, quel que soit son grade ou sa filière (hors police municipale). Sur la Commune, sa mise en œuvre est effective pour les cadres d’emploi suivants :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Filière** | **Grades** | **Catégorie** | **Délib. CM** | **Application** |
| Administrative | Attachés territoriaux | A | 12/12/16 | 01/01/17 |
| Rédacteurs territoriaux | B |
| Adjoints administratifs territoriaux | C |
| Sociale | Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles | C |
| Animation | Animateurs territoriaux | B |
| Adjoints territoriaux d’animation | C |
| Technique | Techniciens territoriaux | B |
| Adjoints techniques territoriaux | C | 18/09/17 | 01/10/17 |
| Agents de maîtrise territoriaux |
| Culturelle | Adjoints territoriaux du patrimoine | C |

Au fur et à mesure de la parution des décrets, la Collectivité est tenue de délibérer en vue d’appliquer ce dispositif pour les nouveaux cadres d’emploi concernés.

**La publication d’un nouveau décret d’application pour le cadre d’emploi suivant,**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Filière culturelle | Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques | Catégorie B |

**permet de proposer d’élargir le principe à celui-ci dans les conditions validées antérieurement.**

1. **Mise en place de l’Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d’Expertise (IFSE) et du Complément Indemnitaire Annuel (CIA)**

L’IFSE est versée en appréciant la place de l’agent au sein de l’organigramme et les spécificités du poste occupé (niveau de responsabilité et d’expertise requis). Le CIA est lié à l’engagement professionnel et à la manière de servir de l’agent. Le versement de ce complément est facultatif.

1. **Définition des groupes de fonctions et montants minimum et max. pour la part IFSE**

-Arrêtés du 14 mai 2018 pris pour l’application du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 aux agents du corps des Bibliothécaires assistants spécialisés dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les **assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques de la filière culturelle.**

|  |  |
| --- | --- |
| **ASSISTANTS DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES (Cat.B)** | **MONTANTS ANNUELS** |
| **GROUPES DE FONCTIONS** | **EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)** | **MONTANT****MINI** | **MONTANT** **MAXI** | ***PLAFOND FPE******REGLEMENTAIRE*** |
| Groupe 1 (BG1) | Directeur de service avec encadrement Responsable de pôles avec encadrement | 0 € | 10 000 € | *17 480 €* |
| Groupe 2 (BG2) | Chargé de mission / gestion sans encadrement | 0 € | 8 000 € | *16 015 €* |
| Groupe 3 (BG3) | Agent d’application ayant une qualification particulière | 0 € |  6 000 € | 14 650 € |

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Groupe CG1** | **Groupe CG2** | **Groupe CG3** | **Groupe CG4** |
| **Encadrement, Coordination, Pilotage, Conception** | -Poste avec encadrement (responsable de pôle)-Interface et conseil auprès de leur direction (resp. de pôle)-Pilotage de projets | -Pilotage de projets sous la responsabilité d’un directeur de service | -Poste nécessitant une technicité | -Poste d’application, membre d’équipe |
| **Technicité, Expertise, Expérience, Qualification nécessaire**  | -Poste à expertise technique dans le domaine concerné-Conception/évaluation de projets | -Poste exigeant une expertise dans le domaine d'activité plus technique d'ingénierie de projets-Poste exigeant des connaissances approfondies (aspects réglementaires)-Autonomie dans la réalisation des missions | -Poste nécessitant une expertise technique approfondie-Poste exigeant la maîtrise d’outils, engins-Autonomie dans la réalisation des missions | -Poste où la technicité peut s'acquérir par expérimentation ou par acquisition rapide de connaissance-La maîtrise des outils et engins ne nécessite pas un apprentissage long et complexe  |
| **Sujétions particulières, Degré d’exposition du poste** | -Poste impliquant des relations avec les différents partenaires -Contraintes horaires (réunions fréquentes en soirée) | -Poste impliquant des relations fréquentes et soutenues avec des partenaires externes et/ou usagers-Contraintes horaires fortes (réunions fréquentes en soirée) | -Poste impliquant des relations fréquentes avec le public-Contraintes horaires occasionnelles  | -Poste soumis à des amplitudes horaires variables-Poste soumis à des contraintes horaires occasionnelles |

**III. Définition des groupes de fonctions et montants minimum et maximum pour la part CIA**

-Arrêtés du 14 mai 2018 pris pour l’application du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 aux agents du corps des Bibliothécaires assistants spécialisés dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les **assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques de la filière culturelle.**

|  |  |
| --- | --- |
| **ASSISTANTS DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES (Cat.B)** | **MONTANTS ANNUELS** |
| **GROUPES DE FONCTIONS** | **EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)** | **MONTANT****MINI** | **MONTANT** **MAXI** | ***PLAFOND*** ***FPE*** |
| Groupe 1 (BG1) | Directeur de service avec encadrement Responsable de pôles avec encadrement | 0 € | 1 500 € | *2 380 €* |
| Groupe 2 (BG2) | Chargé de mission / gestion sans encadrement | 0 € | 1 200 € | *2 185 €* |
| Groupe 3 (BG3) | Agent d’application ayant une qualification particulière | 0 € | 1. €
 | *1 995 €* |

**Suivant l’avis favorable unanime du Comité Technique réuni le 29 novembre 2016**

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré, et à l’unanimité,**

**- APPROUVE** la mise en place du RIFSEEP instituant l’Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d’Expertise (IFSE) et le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) selon les modalités définies ci-avant pour le cadre d’emploi cité ;

**- VALIDE** la modification ou l’abrogation des décisions antérieures déterminant les modalités d’octroi du régime indemnitaire pour le cadre d’emploi visé dans la présente délibération uniquement et dont les dispositions prendront **effet au 1er août 2018**.

- **DIT PREVOIR** l’inscription au budget les crédits nécessaires au versement de cette prime ;

- **AUTORISE** Mme le Maire, ou son représentant, à exécuter cette décision et à signer tout document s’y rapportant.

**N° 2018.07.17 – QUESTIONS DIVERSES**

**1/** ***Remerciements de Mme le Maire :***

*- Le dimanche 24 juin, l’école Saint-Augustin a organisé sa fête et la kermesse de la paroisse au Parc du Chêne Joli. Merci à tous les bénévoles et parents.*

*- Le jeudi 28 juin, L’intervalle a présenté sa saison culturelle. N’hésitez pas à vous inscrire et à apprécier les nombreux spectacles. Merci à toutes les associations et bénévoles qui partagent ce beau projet.*

*- Le vendredi 29 juin, a eu lieu la remise du label « Ecolo crèche » à la crèche la Coccinelle venant récompenser la démarche volontariste en matière de développement durable dans laquelle se sont engagées « Crèche Attitude » et l’équipe en charge de la crèche sur Noyal.*

*- Le samedi 30 juin les écoles, l’Optimist et la Caravelle ont organisé leur fête de fin d’année. Merci à tous les parents et enseignants pour leur participation à ce moment important dans la vie des écoles.*

***2/ Agenda***

*- Conseil municipal : 17 septembre, 15 octobre, 19 novembre, 17 décembre 2018*

*- Conseil communautaire : jeudi 12 juillet 2018*

*- Commission : Urbanisme le mardi 4 septembre 2018 à 19h*

*- La réunion publique pour la rue Alexis Geffrault prévue le mardi 10 juillet à 20h est annulée car se trouvant en concurrence directe avec un évènement sportif mondial qui mobilisera avec certitude nombre de Français et donc de Noyalais.*

*- Jeudi 30 août 2018 à 19 heures : Concert sur le parvis de L’intervalle dans le cadre des soirées estivales de l’office de tourisme intercommunal du Pays de Châteaugiron Communauté*

*- Week-end du 1 et 2 septembre 2018 : Les Terriales à Domloup (soirée débat le jeudi soir)*

*- Samedi 8 septembre 2018 de 10 h à 15 h : Forum des associations à Nominoë.*

L’ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21H40.

**Un compte-rendu sommaire a été publié et affiché conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.**

 **Mme le Maire,**

 **Marielle MURET-BAUDOIN**